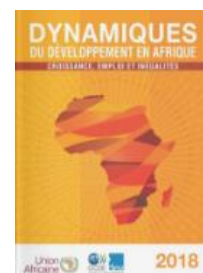


## SOMMAIRE

### 1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport analyse les dynamiques de la croissance, de l'emploi et des inégalités en Afrique, liées à l'émergence du continent.



### 2. PUBLICATIONS DU MOIS

#### SOCIÉTÉ

► Global trends in forced displacement

#### SCIENCES & TECHNIQUES

► Skill shift: automation and The future of the Workforce

#### ECONOMIE

► Le développement économique en Afrique 2018. Les migrations au service de la transformation structurelle

#### ENVIRONNEMENT

► State of the climate in 2017

#### POLITIQUE

► Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents

### 3. CONCEPT ÉMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur la construction d'une communauté de destin pour toute l'humanité".

### 4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant traitaux questions globales et aux concepts émergents, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



## ◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

### ► Dynamiques du développement en Afrique 2018/OCDE, Union africaine, 2018

**Tags : Croissance | Emploi | Inégalités | Afrique | Transformation structurelle | Agenda 2063 | Pauvreté | Développement économique | Développement social | Développement des institutions |**

**C**e rapport analyse les dynamiques de la croissance, de l'emploi et des inégalités en Afrique, liées à l'émergence du continent. Il souligne l'importance d'accélérer la transformation structurelle des économies africaines à travers des stratégies de développement harmonieuses et appropriées.

Selon le rapport, l'orientation positive des cours des matières premières, la demande intérieure robuste, les avancées dans la conduite des politiques macroéconomiques et des stratégies de diversification des économies nationales ainsi que le choix de certains pays d'accroître l'investissement dans les infrastructures et la multiplication des partenariats commerciaux, notamment, avec certains pays émergents ont été motrices de la croissance africaine récente, qui devrait atteindre 4% par an entre 2018 et 2020.

Malgré sa position de deuxième région au niveau mondial, enregistrant la croissance la plus rapide après l'Asie, avec un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) de 4,7% entre 2000 et 2017, la croissance n'a pas été suffisante pour stimuler la

transformation structurelle du continent. D'ailleurs, 3 pays, sur les 55 que compte le continent, devraient atteindre l'objectif d'un taux de croissance annuel moyen supérieur à 7 % fixé par l'Agenda 2063 au cours de la période 2016-2020. Par ailleurs, cette croissance n'a pas participé à la création de suffisamment d'emplois décents. Aujourd'hui, 282 millions d'individus occupent des emplois précaires. À ce rythme, 66 % des emplois resteront vulnérables en 2022. De plus, les entreprises africaines accusent un retard important au niveau mondial dans des secteurs à fort potentiel de création d'emplois comme l'agro-industrie, la construction, l'industrie manufacturière ...

En outre, la croissance en Afrique ne contribue pas, considérablement, à la réduction des inégalités et l'amélioration du bien-être par rapport aux autres régions du monde. Malgré un recul de l'extrême pauvreté en Afrique, celle-ci touche encore 35% de la population sur le continent.

Le rapport révèle, également, des performances contrastées des différentes régions de l'Afrique en matière de croissance, d'emploi et d'inégalités :

- "L'Afrique de l'Est a bénéficié d'une croissance économique plus forte et plus résiliente que les autres régions grâce à une économie plus diversifiée.
- Certains pays de l'Afrique du Nord et australe font face à un chômage structurel élevé.

- En Afrique centrale, le nombre d'emplois dans le secteur formel connaît une baisse depuis 2015.
- L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest sont parvenues à réduire leurs taux d'extrême pauvreté de 23 et 12% respectivement entre 1990 et 2013.
- L'Afrique australe est la région d'Afrique la plus inégalitaire. Elle compte six des dix pays les plus inégalitaires au monde en termes de revenus".

Le rapport propose dix options stratégiques déclinées sur trois axes pour concrétiser les objectifs de développement inscrits dans l'Agenda 2063.

Pour ce qui est du **développement économique durable**, il faudrait favoriser l'investissement intérieur, diversifier les exportations, renforcer les liens rural- urbain et promouvoir la croissance verte.

Concernant le **développement social**, il convient d'étendre et d'améliorer l'éducation et de renforcer les systèmes de protection sociale.

Pour le **développement des institutions**, le rapport recommande d'améliorer les partenariats de l'Afrique, d'approfondir l'intégration régionale, de mieux mobiliser les ressources intérieures et de renforcer la gouvernance économique et politique.

**Source** : <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264302525-fr.pdf?expires=1531475861&id=id&accname=guest&checksum=33C7DD5647A02FD08C6538E0ECC55417>

## ◆◆◆ SOCIÉTÉ

### ► Global trends in forced displacement/Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), 2018

**Tags : Déplacements forcés | Réfugiés | UNHCR | Crise de réfugiés | Pauvreté |**

La persistance des guerres et des conflits et la persécution ont propulsé les déplacements forcés dans le monde vers un nouveau record en 2017, sous l'effet de la crise en République démocratique du Congo, de la guerre au Soudan du Sud et de la fuite de centaines de milliers de réfugiés rohingyas vers le Bangladesh depuis le Myanmar. Les pays en développement sont les plus massivement touchés.

Selon ce rapport, le nombre des réfugiés est estimé à 68,5 millions de personnes déracinées en 2017. Ce chiffre atteste de l'ampleur de la population en mouvement, soit 44 500 personnes déracinées par jour ou une toutes les deux secondes. Les réfugiés qui ont fui leurs pays pour échapper au conflit et à la persécution représentent 25,4 millions, sur le total précédemment cité, de personnes déracinées, soit un accroissement de 2,9 millions par rapport à 2016 et aussi la plus forte augmentation jamais enregistrée par le HCR pour une seule année.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'asile qui étaient toujours en attente de l'obtention du statut de réfugié au 31 décembre 2017, a augmenté d'environ 300 000 pour atteindre 3,1 millions.

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont au nombre de 40 millions, soit un peu moins que les 40,3 millions de déplacés internes en 2016.

Concernant la concentration de populations de réfugiés, 85% sont installés dans des pays en développement et souffrent de précarité et de pauvreté. En outre, 58% vivent en milieu urbain et non dans des camps ou en zone rurale. De plus, la population mondiale déracinée est constituée, majoritairement, de jeunes, 53% d'entre eux sont des enfants dont beaucoup sont non-accompagnés ou séparés de leurs familles.

Pour ce qui est des pays accueillant les populations réfugiées au niveau mondial, la Turquie reste le premier pays d'accueil de réfugiés en valeur absolue, avec une population de 3,5 millions de réfugiés, principalement des Syriens, tandis que le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés au regard de sa population nationale.

Enfin, le rapport souligne l'urgence d'une réponse appropriée aux déplacements forcés au niveau mondial et plaide pour une approche nouvelle et plus globale afin que les pays et les communautés ne soient plus laissés seuls face à ces situations. Le rapport cite, à titre d'illustration, les quatorze pays qui appliquent déjà des modalités novatrices pour la gestion des crises de réfugiés<sup>1</sup>.

## Informations sur les déplacements forcés - Quelques définitions clés :

« Le HCR n'utilise pas le terme « migrant » concernant les personnes qui ont été contraintes de fuir.

- **Réfugié** : Toute personne qui a fui son pays et a besoin d'une « protection internationale » en raison d'un risque de violence ou de persécution si elle rentrait dans son pays. Ce terme inclut les personnes qui fuient la guerre.
- **Demandeur d'asile** : Toute personne ayant présenté à titre individuel une demande d'obtention du statut de réfugié et en attente des suites de sa demande. Les demandeurs d'asile bénéficient d'une « protection internationale » pendant la période d'évaluation de leur demande et, comme les réfugiés, ils ne peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine que sur une base volontaire.
- **Personne déplacée interne** : Toute personne forcée de fuir son foyer et déracinée ailleurs dans son propre pays.
- **Apatride**: Toute personne dépourvue de la nationalité d'un quelconque pays qui se trouve, par voie de conséquence, privée de ses droits fondamentaux et de l'accès aux services dont bénéficient les personnes jouissant d'une citoyenneté. On peut être à la fois apatride et réfugié.<sup>2</sup>»

**Source** : <http://www.unhcr.org/global-trends-2017-media>

---

<sup>2</sup> Extrait du glossaire de l'UNHCR : <http://www.unhcr.org/fr/news/press/2018/6/5b27c297a/68-millions-personnes-deracinees-2017-nouvelle-approche-mondiale-refugies.html>

## ◆◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Skill shift : automation and The future of the Workforce/McKinsey Global Institute, 2018**

**Tags :**

**Robotique | Numérique | Compétences |**

**Métiers de demain | Nouvelles technologies |**

Les progrès de la robotique avancée, du numérique et de l'intelligence artificielle ne cessent de modifier le paysage du monde du travail, particulièrement en terme de main d'œuvre et de compétences. A travers cette étude, publiée récemment, l'Institut McKinsey tente d'évaluer l'impact des changements technologiques sur l'emploi et d'identifier les compétences humaines qui seraient les plus demandées d'ici à l'horizon 2030.

L'étude souligne que malgré l'accélération de l'automatisation des tâches et des procédés, le nombre total d'heures travaillées en 2030, aux Etats-Unis et dans 14 pays européens, objet de l'étude, devrait progresser de 650 milliards heures aujourd'hui, à 683 milliards d'heures en 2030, soit environ 5 % de plus.

D'ici à 2030, les compétences technologiques, en particulier celles liées au numérique, à l'informatique et à l'analyse de données, connaîtraient la plus forte hausse. Elles augmenteraient de 55 %, pour représenter, d'ici à 2030, 17% des heures travaillées, contre 11% en 2016.

Le rapport souligne, également, que la hausse de la demande en matière de compétence, estimée à 24%, concernerait notamment celles relatives au domaine social et émotionnel (enseignement, management, marketing, ...)

Les demandes inhérentes aux compétences cognitives connaîtraient, en général, une hausse modérée à l'exception des celles liées à la créativité, à la gestion de projets et à la lecture et l'écriture qui seraient fortement sollicitées.

Selon McKinsey, les compétences physiques et manuelles ainsi que les compétences intellectuelles de base, devraient connaître un recul, respectivement, de 14% et 15% d'ici à 2030. La demande en compétences physiques diminuerait principalement dans le secteur manufacturier au détriment du secteur de la santé (les soins médicaux) qui connaîtrait une forte demande.

Le rapport recommande, entre autres, de faire face à l'évolution du monde du travail, marqué par l'automatisation et le numérique, en apportant des changements organisationnels au niveau des entreprises à même de suivre les changements des structures de l'emploi et des compétences.

Le rapport note, également, que la concurrence pour les travailleurs hautement qualifiés devrait augmenter en entraînant une hausse de leurs salaires et un creusement des inégalités de revenus comparés à ceux des travailleurs peu qualifiés.

**Source:**

<https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Future%20of%20Organizations/Skill%20shift%20Automation%20and%20the%20future%20of%20the%20workforce/MGI-Skill-Shift-Automation-and-future-of-the-workforce-May-2018.ashx>

## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

### ► State of the climate in 2017/ e rapport, National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)

**Tags :** Etat du climat | Température | Océans | CO<sub>2</sub> | Réchauffement climatique |

Ce rapport, publié par la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), chargée de la l'observation océanique et de l'Atmosphère, en collaboration avec l'American Meteorological Society (AMS), dresse l'état du climat en 2017. Les grandes lignes de ce rapport se présentent comme suit :

- **Températures très élevées**

Le rapport révèle que l'année 2017 est l'une des trois années les plus chaudes de la Terre. Les degrés très élevés des températures enregistrés lors des trois dernières années montrent un rythme "exceptionnel" du réchauffement au regard des données collectées depuis l'ère pré-industrielle.

A titre illustratif, le rapport note que l'Argentine, la Bulgarie, l'Espagne et l'Uruguay sont les pays ayant enregistré des températures annuelles record en 2017.

- **Concentrations atmosphériques de CO<sub>2</sub>**

En 2017, les concentrations atmosphériques de CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) ont augmenté à un rythme record, estimé à 405 ppm, soit 2,2 ppm de plus qu'en 2016, atteignant ainsi le niveau le plus élevé depuis 800.000 ans dans les carottes glaciaires. Le rapport souligne, également, que la hausse rapide des concentrations de CO<sub>2</sub>, qui a quadruplé depuis le début des années soixante et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère, déclencherait un bouleversement sans précédent des systèmes climatiques et écologiques de la planète.

- **Les températures des surfaces océaniques et niveaux des mers**

La température des surfaces océaniques, en 2017, est considérée comme la deuxième la plus élevée depuis celles qui remontent au milieu du 21<sup>e</sup> siècle.

Selon ce rapport les températures enregistrées au niveau des océans ont été associées à une vague massive de blanchiment du corail. Celle-ci est jugée la plus longue, la plus étendue et la plus destructrice jamais enregistrée dans l'histoire de la planète.

Le rapport note, également, que l'augmentation des températures des surfaces océaniques entraîne une élévation du niveau de la mer, accentuée par la fonte des calottes glaciaires. Ainsi, l'année 2017 a enregistré, le niveau le plus élevé depuis 25 ans, s'élevant à 77 millimètres au-dessus de la moyenne de 1993.

**Source :**

<https://www.ncdc.noaa.gov/sotc/global/201713>

## ◆◆◆ ECONOMIE

### ► **Le développement économique en Afrique 2018. Les migrations au service de la transformation structurelle/CNUCED, 2018**

**Tags : Migrations intra-africaines | Transformation structurelle | Afrique | PIB | 2030 |**

**D**'après ce rapport, les migrations intra-africaines pourraient jouer un rôle très important dans la transformation structurelle de l'Afrique et contribuer à l'augmentation du PIB par habitant d'ici 2030 à un rythme de croissance annuelle, estimée à 3,5% à partir de 2016 pour atteindre 3.249 dollars en 2030.

Bien gérées, les migrations intra-africaines sont un moyen permettant de faciliter la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), en Afrique et dans le reste du monde. Le rapport souligne que les migrants africains, qu'ils soient peu qualifiés ou semi-qualifiés, qu'ils quittent leur pays par des voies

légalles ou par d'autres moyens, remédient au déficit de compétences dans leurs pays de destination, mais contribuent aussi au développement dans leurs pays d'origine.

En 2017, 53 % des migrants internationaux africains sont restés sur le continent. De plus, les envois de fonds vers l'Afrique ont connu une augmentation en moyenne de 38,4 milliards de dollars entre 2005 et 2007 à 64,9 milliards de dollars entre 2014 et 2016. Ces apports ont représenté 51% des flux des capitaux privés vers l'Afrique en 2016 contre 42% en 2010.

Le rapport note que les liens créés par les migrants entre leur pays d'origine et leur pays de destination ont favorisé l'apparition de diasporas prospères et ont, également, ouvert de nouvelles perspectives de commerce et d'investissement qui peuvent aider les pays de destination et les pays d'origine à diversifier leur économie et à s'orienter vers des activités productives à plus grande valeur ajoutée.

Le rapport formule, enfin, un ensemble de recommandations, tout en établissant une distinction entre le principe de liberté de mobilité des personnes et les mesures concrètes pour la circulation de la main-d'œuvre. Parmi ces principales recommandations :

- La nécessité de veiller à la cohérence des politiques relatives aux migrations, au commerce, à l'investissement et aux technologies pour créer les conditions propices à la transformation structurelle et d'appliquer les cadres directifs, légaux et réglementaires sur la liberté de circulation des personnes au niveau du continent,
- L'importance d'établir des dispositifs régionaux et continentaux pour tirer parti des migrations intra-africaines et les mettre au service de la transformation structurelle, tenir compte des questions de genre dans les politiques et les réglementations migratoires et créer des partenariats public-privé pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre à l'intérieur des communautés économiques régionales et sur tout le continent.
- La nécessité d'exploiter des partenariats multilatéraux pour remédier aux facteurs structurels des migrations extra-continentales et de conclure un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

**Source :**

[http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ald\\_cafrica2018\\_fr.pdf](http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ald_cafrica2018_fr.pdf)

## ◆◆◆ POLITIQUE

**► Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents/Banque mondiale, Nations-Unies, 2018**

**Tags: Prévention des conflits | Violence | Pauvreté | Droits de l'Homme | ODD | Stratégies de développement | Paix | Sécurité |**

**D**'après ce rapport, les conflits violents au niveau mondial ont connu une hausse après des décennies de baisse relative. Les pertes humaines dans les guerres, les populations déplacées, les dépenses militaires et les actes terroristes, entre autres, se sont élevés au début du siècle. La prévention des conflits et de la violence contribuerait à sauver des vies mais également à économiser environ 70 milliards de dollars en moyenne par an.

Les conflits violents sont l'un des principaux facteurs qui entravent la lutte contre la pauvreté et les inégalités. L'exclusion de l'accès aux opportunités, aux services et à la sécurité ouvre la voie à la violence et aux doléances collectives des populations, surtout dans des régions où les capacités ou la légitimité de l'Etat est faible, ou dans des contextes de violation des droits de l'Homme.

Pour contenir la violence, il est important d'adopter des approches novatrices et durables. Ceci ne pourrait être possible qu'à travers des institutions plus inclusives et des stratégies de développement qui tiennent compte des risques afin de prévenir l'érosion du tissu social qui peut se transformer en crises.



Les Objectifs de Développement Durable (ODD) devraient être le noyau de cette approche. Les acteurs du développement doivent soutenir davantage les programmes nationaux et régionaux de prévention. De plus, les programmes de prévention devraient être intégrés dans des politiques adaptées, répondant aux aspirations économiques, sociales et politiques. Par ailleurs, le rapport souligne que la prévention est économiquement rentable. A titre d'illustration, dans le scénario le plus optimiste un système permettant de prévenir le déclenchement de la violence, les économies s'évalueraient à \$69 milliards par an alors que dans le cas contraire, le scénario le plus pessimiste, les économies nettes moyennes réalisées seraient de près de \$5 milliards par an (Mueller 2017).

Le rapport met l'accent sur l'importance de la participation des jeunes et particulièrement des femmes dans les aspects liés à la paix et à la sécurité, notamment dans les processus de paix, où il a été démontré que leur participation effective avait un impact direct sur la durabilité des accords conclus.

Enfin, le rapport plaide pour la mise en œuvre de mesures et de mécanismes susceptibles d'inciter les parties prenantes nationales et internationales à agir de manière préventive en amont et à collaborer pour instaurer une paix durable, soulignant que la prévention des conflits ne peut réussir sans la mobilisation absolue des acteurs nationaux, des diplomates, des responsables de la sécurité et des partenaires de développement. Il souligne, également, l'importance de tirer profit des expériences des autres pays, notamment les *best practices* en matière de prévention des conflits.

**Source :** <http://hdl.handle.net/10986/28337>

## ◆◆◆◆◆ CONCEPT EMERGENT

Le concept de «la construction d'une communauté de destin pour toute l'humanité» a été énoncé pour la première fois, en 2012, par le Président chinois, Xi Jinping.

En 2015, le Président chinois, Xi Jinping, avait proposé une feuille de route pour construire une communauté de destin pour toute l'humanité lors d'un sommet de l'ONU. En 2017, il a présenté ce concept en détails à l'Office des Nations Unies à Genève.

Ce concept se veut « une évolution créative de l'esprit traditionnel, adaptée à la nouvelle ère de mondialisation, où tous les pays du monde partagent aussi bien les réussites que les échecs et sont de plus en plus interconnectés.<sup>4</sup> »

Les nouvelles Routes de la Soie constitue la mise en œuvre de ce concept. Celles-ci devenues une plateforme de coopération multilatérale pour réaliser le développement commun des pays concernés.


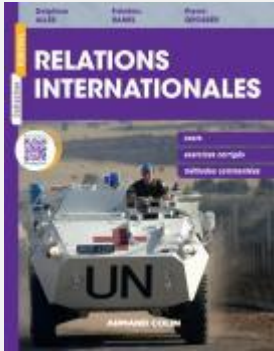
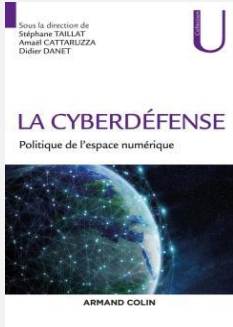



### **Source**

- *Le rapport du 18e Congrès national du Parti communiste de Chine*
- *55e session de la Commission du développement social des Nations Unies*

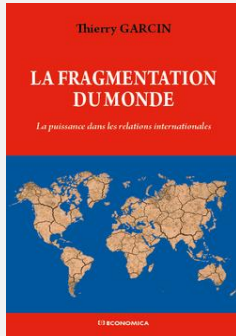


## ◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

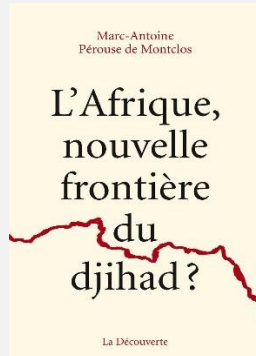
Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions globales ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Alain Beitone(2018), Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain</p> 	<p>Delphine Allès, Frédéric Ramel, Pierre Grosser(2018), Relations internationales</p> 	<p>Stéphane Taillat, AmaelCattaruzza, Didier Danet(2018), La Cyberdéfense. Politique de l'espace numérique</p> 
<p>Lasse Rouhiainen(2018), Artificial Intelligence: 101 Things You Must Know Today About Our Future</p> 	<p>Catherine Wihtol de Wenden (2018), Atlas des migrations. Un équilibre mondial à inventer</p> 	<p>William Sullivan(2018), Machine Learning Algorithms For Supervised and Unsupervised Learning: The Future Is Here!</p> 

Thierry Garcin (2018), La fragmentation du monde



Marc-Antoine Pérouse De Montclos(2018), L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?



Andrew B. Kennedy (2018), The conflicted superpower. America's collaboration with China and India in global innovation



Philippe Sénac (2018), Le monde musulman. Des origines au XIe siècle



Joachim Tedié (2018), La diplomatie économique de la Corée du Sud. Quelles leçons pour l'Afrique ?



Bernard Pecqueur et Fabien Nadou(2018), Dynamiques territoriales et mutations économiques



# INDEX DES TAGS

---

## 2

2030.....7

---

## A

Afrique.....7

---

## C

CO<sub>2</sub>.....6

Crise de réfugiés.....3

---

## D

Déplacements forcés.....3

Droits de l'Homme.....8

---

## E

Etat du climat.....6

---

## M

Métiers de demain.....5

Migrations intra-africaines.....7

---

## N

Nouvelles technologies.....5

Numérique.....5

---

## O

Océans.....6

ODD.....8

---

## P

Paix.....8

Pauvreté.....3, 8

PIB.....7

Prévention des conflits.....8

---

## R

Réchauffement climatique.....6

Réfugiés.....3

Robotique.....5

---

## S

Sécurité.....8

Stratégies de développement.....8

---

## T

Température.....6

Transformation structurelle.....7

---

## U

UNHCR.....3

---

## V

Violence.....8

---

## I

Compétences.....5